



Affaire 19-271125

Approbation d'un projet de jumelage entre la commune de La Plaine des Palmistes et la Ville de Beau-Bassin-Rose Hill (Île Maurice) - échanges de pratiques autour de la prise en charge sociale des violences intrafamiliales, de la jeunesse et de la formation

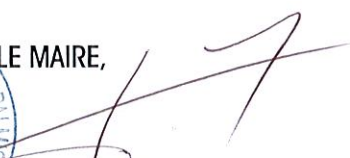
NOTA. /. Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la Mairie, que la convocation avait été faite le 21 novembre 2025 et que le nombre de membres en exercice étant de **29**, le nombre de présent(s) est de : **21**

Absents : 04

Procurations : 04

Total des votes : 24

Secrétaire de séance : Emilie NALEM

LE MAIRE,

Johnny PAYET

DÉPARTEMENT DE LA RÉUNION

COMMUNE DE LA PLAINE-DES-PALMISTES

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU VINGT-SEPT
NOVEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq le VINGT-SEPT NOVEMBRE à DIX-HUIT HEURES ET VINGT-CINQ MINUTES le Conseil municipal de La Plaine-des-Palmistes dûment convoqué par Monsieur le Maire s'est assemblé au lieu habituel de ses séances sous la Présidence de Monsieur PAYET Johnny.

PRÉSENTS : Johnny PAYET Maire – Sabine IGOUFE 1^{ère} adjointe – Jean-Yves FAUSTIN 2^{ème} adjoint – Gina DALLEAU 5^{ème} adjointe – Jean-Claude DAMOUR 6^{ème} adjoint – Marie-Héliette THIBURCE 7^{ème} adjointe – Joan DORO conseiller municipal – Sonia ALBUFFY conseillère municipale – Frédéric AZOR conseiller municipal – Micheline CLAIN conseillère municipale – Alain RIVIERE conseiller municipal – Joseph Luçay CHEVALIER conseiller municipal – Marie-Lourdes VÉLIA conseillère municipale – Elisabeth BAGNY conseillère municipale – Victorien JUSTINE conseiller municipal – Emilie NALEM conseillère municipale – Sophie ARZAL conseillère municipale – Mélissa MOGALIA conseillère municipale – Sylvie LEGER conseillère municipale – Jean-Luc SAINT-LAMBERT conseiller municipal – Joëlle DELATRE conseillère municipale

ABSENT(S) : Érick BOYER conseiller municipal – Sabrina HOARAU conseillère municipale – Daniel JEAN-BAPTISTE dit PARNY conseiller municipal – Jean-Yves VACHER conseiller municipal

PROCURATION(S) : Mylène MAHALATCHIMY 3^{ème} adjointe à Sabine IGOUFE – Sandra GRONDIN conseillère municipale à Johnny PAYET – Mickaël PAYET conseiller municipal à Alain RIVIERE – Yannick BOYER conseiller municipal à Sophie ARZAL

Publicité faite le 08/12/2025

Accusé de réception en préfecture
974-219740065-20251127-DCM19-271125-DE
Date de télétransmission : 05/12/2025
Date de réception préfecture : 05/12/2025

Affaire 19-271125

Approbation d'un projet de jumelage entre la commune de La Plaine des Palmistes et la Ville de Beau-Bassin–Rose Hill (Île Maurice) - échanges de pratiques autour de la prise en charge sociale des violences intrafamiliales, de la jeunesse et de la formation

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1 à L.1111-4 et suivants relatifs à la coopération décentralisée,

Vu la Convention Territoriale Globale (CTG) fixant des orientations stratégiques afin de lutter et de prévenir les problématiques éducatives, parentales, de l'insertion sociale et de mobilité de jeunesse,

Vu le rapport de mission de coopération régionale réalisée à l'île Maurice du 20 au 24 octobre 2025,

Considérant l'intérêt pour la commune de renforcer ses échanges et partenariats dans la zone Océan indien, dans le cadre d'une dynamique de coopération sociale, éducative et interculturelle ;

Considérant les échanges fructueux établis entre le CCAS de La Plaine des Palmistes et les ONG mauriciennes Passerelle, Dis'Moi et Universel, ainsi qu'avec la Ville de Beau-Bassin–Rose Hill, sur les thématiques de la prévention et la prise en charge sociale des violences intrafamiliales (VIF), de la formation des acteurs sociaux et du développement de la jeunesse,

Considérant la volonté partagée des deux communes de formaliser un jumelage visant à structurer durablement ces échanges de pratiques professionnelles et citoyennes,

Le Maire expose que dans le cadre de la mission de coopération régionale menée à l'île Maurice du 20 au 24 octobre 2025, une délégation du CCAS de La Plaine des Palmistes, conduite par Mme Gina DALLEAU, vice-présidente, Mme Madeleine GAZE, membre élue, et M. Frédéric GAZE, chargé de coopération, a rencontré les représentants des interlocuteurs suivants :

- ONG Passerelle, structure mauricienne œuvrant dans la lutte contre les violences faites aux femmes et la réinsertion des publics vulnérables ;
- ONG Dis'Moi, engagée dans la promotion des droits humains et la formation citoyenne de la jeunesse ;
- ONG Universel, engagée dans l'accompagnement des femmes et des hommes victimes de traites ;
- la Ville de Beau-Bassin–Rose Hill, représentée par Mme la Maire Gabriella BATOUR.

Ces rencontres ont permis d'identifier un potentiel de développement de coopérations autour de trois axes prioritaires que sont :

- la prise en charge sociale des violences intrafamiliales (VIF) ;
- le développement des compétences des professionnels et bénévoles de l'action sociale et éducative ;
- la mobilisation de la jeunesse dans des projets d'échanges régionaux (Service Civique International, formations croisées, mobilité et volontariat).

Ce partenariat s'inscrirait dans une démarche de co-développement régional au sein de la zone océan Indien (ZOI), visant à partager les savoir-faires, renforcer la formation et valoriser les approches locales de la prévention sociale.

Ce dispositif innovant pour notre territoire a pour ambition de concrétiser une coopération opérationnelle et structurée, dont la première étape sera la formalisation d'un plan d'action triennal couvrant la période 2026–2028. Ce plan sera spécifiquement centré sur les volets prioritaires que sont les Violences Intra-Familiales (VIF), la Jeunesse, la Formation et la Coopération sociale régionale. Pour atteindre ces objectifs, le jumelage permettra, tout d'abord, l'accueil réciproque de délégations afin d'organiser des temps de formation et d'échange de pratiques entre nos administrations.

Par ailleurs, une dimension essentielle de cet accord résidera dans la mise en place d'ateliers thématiques conjoints axés sur la prévention des violences, l'accompagnement social des publics concernés et l'éducation à la citoyenneté.

En outre, ce partenariat international ouvre la voie à une participation active à des programmes régionaux en lien avec des institutions clés de l'Océan indien, telles que la Commission de l'Océan Indien (COI), l'Institut Français de Maurice et l'antenne de France Volontaires Réunion.

En définitive, cette démarche de coopération s'inscrit pleinement dans les objectifs majeurs de la politique municipale. Elle vise, d'une part, à affirmer l'ouverture et le rayonnement de La Plaine des Palmistes dans la zone océan Indien. Elle contribue, d'autre part, à la concrétisation de nos engagements en matière de promotion de l'égalité femmes-hommes, de soutien à la jeunesse et à l'insertion sociale, ainsi qu'au renforcement des coopérations territoriales et institutionnelles.

Il est rappelé sur le plan procédural que ce type de coopération décentralisée avec une collectivité étrangère supposera le respect de différentes obligations en termes de déclaration auprès du Ministère français des Affaires Etrangères et de confirmation de l'absence d'opposition nationale du gouvernement mauricien à la mise en place d'un tel jumelage. La mission menée sur la période du 19 novembre au 24 novembre 2025 a eu notamment pour objet d'échanger sur les démarches respectives à mener, pour permettre l'établissement d'une convention de jumelage qui sera ensuite proposée à la validation des assemblées délibérantes respectives des deux partenaires.

Pour la mise en œuvre de l'action, la commune aura par ailleurs la possibilité de solliciter le programme INTERREG auprès de l'autorité de gestion des fonds FEDER à La Réunion, la Région Réunion.

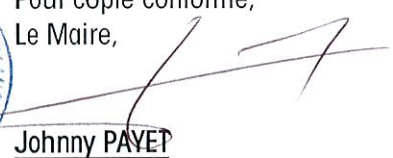
Appelé à en délibérer, le Conseil municipal à l'**UNANIMITÉ** des membres présents et représentés et **1 abstention** (Jean-Luc SAINT-LAMBERT),

- **VALIDE** les termes du présent rapport,
- **APPROUVE** le projet de jumelage avec la commune de Beau-Bassin-Rose Hill dans les conditions présentées,
- **AUTORISE** le Maire à poursuivre les formalités et discussions pour l'établissement de la convention de jumelage à faire valider à un prochain Conseil municipal,
- **AUTORISE** le Maire à prendre toutes les décisions, à accomplir toutes les formalités et signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en mairie les jours, mois et an ci-dessus et ont signé les membres présents



Pour copie conforme,
Le Maire,


Johnny PAYET

RAPPORT DE MISSION



VISITE PEDAGOGIQUE ET DE COOPERATION REGIONALE

DU 21 AU 24 OCTOBRE ILE MAURICE

DELEGATION CCAS PLAINE DES PALMISTES

Rapport de mission de coopération régionale – Île Maurice 2025

Délégation : Gina DALLEAU (Vice Présidente du CCAS), Madeleine GAZE (Membre élue), Frédéric GAZE (Chargé de coopération)

Lieu : Île Maurice | Dates : 20 au 24 octobre 2025

1. Résumé exécutif

La mission de coopération à l'île Maurice, menée du 20 au 24 octobre 2025, a permis de consolider les liens entre le CCAS de la Plaine des Palmistes et plusieurs partenaires mauriciens : les ONG Passerelle et Dis'Moi, l'Institut Français de Maurice, la Ville de Beau-Bassin–Rose Hill et la Commission de l'Océan Indien.

Cette mission s'inscrit dans le cadre du dispositif Service Civique International (SCI TEVO) et a eu pour objectifs d'évaluer les premières actions de réciprocité, de développer des coopérations autour de la jeunesse, des droits humains et de l'insertion, ainsi que de poser les bases d'un futur jumelage institutionnel entre les deux villes.

Les résultats sont probants : formation de 18 acteurs mauriciens, élaboration de nouvelles perspectives de partenariat, préparation d'une convention CCAS–Passerelle et engagement mutuel en faveur d'un jumelage durable.

2. Contexte et objectifs

Cette mission fait suite à la participation du CCAS de la Plaine des Palmistes à l'Appel à Manifestation d'Intérêt de France Volontaires Réunion dans le cadre du Service Civique International (SCI TEVO).

Depuis 2023, un partenariat actif existe entre le CCAS et l'ONG Passerelle, permettant des échanges de jeunes entre La Réunion, l'île Maurice et Rodrigues.

L'objectif de la mission 2025 était d'évaluer ces coopérations, de renforcer les capacités locales en matière d'animation socioéducative et d'envisager la structuration d'un jumelage entre la Plaine des Palmistes et la ville de Beau-Bassin–Rose Hill.

3. Présentation des acteurs mauriciens rencontrés

ONG Passerelle	Structure de référence à Maurice dans la lutte contre les violences faites aux femmes et l'accompagnement des familles vulnérables. Dirigée par Mme Mélanie CICERON VALERE, elle gère plusieurs structures dont une maison d'hébergement et un futur centre d'accueil
ONG Dis'Moi	Organisation de défense des droits humains et de l'éducation citoyenne, représentée par M. Lyndley COURONNE et Mme Catherine BOUDET. Elle collabore avec le CCAS sur la formation et l'échange de pratiques autour de la citoyenneté et de la jeunesse.
Institut Français de Maurice	Dirigé par Quentin BIEHLER également conseiller de coopération et d'action culturelle, l'institut soutient les initiatives culturelles et éducatives franco-mauriciennes et a proposé un partenariat autour de la Semaine des droits humains et d'un concours d'éloquence régional.
Ambassade de France à Maurice	Mr Laurent AMAR Conseiller Politique (Présent lors de la réunion à l'institut français de Maurice.)
Ville de Beau-Bassin–Rose Hill	Sous l'impulsion de Mme la Maire Gabriella BATOUR et son adjoint Gina POONOOSSAMY, la ville a exprimé sa volonté d'un jumelage avec la Plaine des Palmistes. Les échanges portent sur la lutte contre les violences, l'éducation et la démocratie participative.
Commission de l'Océan Indien COI	Représentée par M. Christian IHARIANTSOA et Mme Juliette CHANIN, l'organisation régionale a présenté ses programmes jeunesse, leadership féminin et culture. Le CCAS s'y est inscrit comme acteur de la coopération sociale régionale.

4. Déroulé du programme vécu (20–24 octobre 2025)

La mission s'est déroulée sur cinq jours, alternant formations, visites de terrain et rencontres institutionnelles.

Lundi 20 octobre : Participation au théâtre-forum organisé par Passerelle à l'église de Curepipe sur les violences intrafamiliales, animer par l'ONG Pierre Poivre. Première immersion informelle.

Mardi 21 octobre 2025

9h00 à 12h30 au sein de l'ONG Dis'Moi :

✕ **Le CCAS anime gratuitement une session de deux demi-journées de formation pour 18 membres des ONG** (Passerelle, Dis'Moi et M'KIDS) sur la fonction d'animateur socioéducatif et socioculturel. But : initiation et transfert de compétence. Formateur : Frédéric GAZE

✕ **Rencontre avec la direction de Dis'Moi** et échanges sur la structuration de Dis'Moi Réunion.

Le directeur de Dis'Moi, accompagné de sa collaboratrice **Mme Catherine BOUDET**, a échangé avec nous sur les possibilités de coopération avec le CCAS, et en particulier sur les leviers permettant d'impulser et de créer une association **Dis'Moi Réunion**. Des personnes ressources à rencontrer à La Réunion ont été identifiées.

Le CCAS a rappelé le cadre local et formulé plusieurs recommandations :

- tenir compte de l'existence d'associations et d'institutions locales sur cette thématique ;
- bénéficier d'un appui institutionnel et associatif pour impulser des actions "starter" avec le public ;
- adapter la stratégie au **contexte réunionnais** (notamment avec l'Académie de La Réunion).

Le CCAS a proposé une **action starter** à mener à la Plaine des Palmistes à l'occasion, par exemple, d'un **regroupement des jeunes de l'océan Indien** sur la thématique de **l'écologie et des droits humains**.

Dis'Moi sera en visite à La Réunion en novembre et propose un **temps de travail avec le CCAS** pour approfondir ces échanges.

Photos : ONG Dis'Moi



Photos : formation animateur dans les locaux de Dis'Moi



Photos : équipe de Dis'Moi et ses partenaires (Lyndley Couronne directeur de Dis'Moi en haut à gauche avec lunette noir)



Mercredi 22 octobre 2025

✕ 9h00 à 12h30 : Suite de la formation :

Un **bilan très positif** a été exprimé par le groupe : des **mise en situation concrètes** alliant pratiques, analyses d'expériences et conclusions théoriques. Les participants se sont sentis pleinement impliqués dans la formation, riche en émotions et en découvertes sur le métier d'animateur tel qu'il est vécu à La Réunion dans le cadre de la **Ressourcerie éducative**. *(Article paru dans le journal Le Défi Quotidien – Île Maurice.)*



✕ 13:45 – 14h45 : visite du salon de la maison : Rencontre avec un porteur de projet qui réalise des maisons écologiques en conteneur. L'ONG passerelle envisage de créer un village écologique en s'appuyant sur ce type de structure (projet futur).



✉ **15:00 – 16h 00 : Rencontre avec l'Institut Français de Maurice** avec Quentin BIEHLER le directeur et Mr Laurent AMAR conseiller politique.

Le CCAS a présenté les objectifs de sa mission à l'île Maurice avec les ONG et la Ville de Beau-Bassin–Rose Hill. Il a mis en valeur le dispositif SCI TEVO et les principes pédagogiques et institutionnels qui encadrent ses actions autour de la jeunesse, de l'éducation et de la lutte contre les violences faites aux femmes. M. AMAR a évoqué les leviers de financement possibles via l'AFD et la DCPC (à vérifier).

Cette réunion a permis au CCAS d'être identifié par l'Institut comme un **acteur de la coopération** dans les domaines de **l'interculturalité**, de **la formation**, de **la jeunesse** et de la **prévention des violences faites aux femmes**.

L'Institut a pris acte de notre démarche et suivra l'actualité de cette coopération en lien avec la ville de Beau-Bassin.

Propositions :

- Une **action fédératrice** : concours d'éloquence (lien avec Anne VITRY et Marjolie COSTE, Éducation nationale) ;
- Un **partenariat** avec l'ONG **Next Art Factory** (dirigée par Géraldine HENEQUIN), sur la thématique de **l'expression des jeunes** ;
- La **présentation du prix de littérature Fanchette**, à l'initiative de **Jean-Marie Le Clézio** ;
- La **Semaine des droits humains** organisée en novembre avec l'ONG Passerelle ;
- Recours possible à la **coopération décentralisée (DCPC)** et à l'**Agence Française de Développement** comme leviers d'appui.



Jeudi 23 octobre 2025

☒ **De 9h30 à 15h30 : Visite des structures sociales** : centre d'accueil Passerelle, Good Shop, Universel et le futur centre d'accueil de jour.

Visite 1 : Centre d'accueil Passerelle :

Accueil des femmes avec enfants sans abris. Découverte du site et échanges avec l'équipe : présentation de la structure et de son fonctionnement.



Visite 2 : Good Shop : Entreprise économique et social par l'insertion

Ancrée dans une structure à but non lucratif, The Good Shop est reconnue pour son impact social. Fonctionnant en tant que société à responsabilité limitée mais non lucrative (BRN : C18159182), elle bénéficie d'une structure unique qui lui permet de préserver la primauté de sa mission. Elle est régie par une fiducie caritative enregistrée à l'île Maurice, garantissant sa gouvernance et sa supervision, et renforçant son engagement social. L'absence d'actionnaires témoigne de sa vocation non lucrative. En tant qu'institution caritative agréée, The Good Shop est autorisée à recevoir des contributions au titre de la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) et des dons individuels déductibles d'impôt, facilitant ainsi le soutien communautaire et entrepreneurial à ses initiatives.

Elle est également reconnue comme Petite et Moyenne Entreprise (PME) enregistrée auprès de SME Mauritius, ce qui confirme son rôle actif dans le développement économique local.

L'entreprise sociale compte aujourd'hui quatre magasins et 30 salariés, dont une majorité de femmes en situation de vulnérabilité, employées avec un salaire décent. Elle fonctionne selon un cercle vertueux de recyclage des vêtements, de la réception au marketing social. Les invendus sont réorientés vers des ONG ou retransformés.



Visite 3 : centre d'accueil de jour ONG Universel : Centre d'accueil pour les victimes de traite – (Maintien provisoire des femmes étrangères (madagascar et autres pays) victime de trafic humain) pendant la phase d'enquête policière.

Centre d'accueil pour victimes de traite humaine : hébergement provisoire de femmes étrangères (notamment originaires de Madagascar et d'autres pays) victimes de trafic humain ou d'exploitation durant la phase d'enquête policière. Durant cette rencontre, les femmes ont préparé et partagé un repas malgache riche en saveurs et en couleurs, puis ont présenté une danse traditionnelle. Le centre permet à ces femmes de se reconstruire et d'être accompagnées dans leurs démarches administratives et juridiques. La durée du séjour varie selon la longueur de l'enquête policière (certaines femmes sont hébergées depuis plus de deux ans).



Visite 4 : Le futur centre d'accueil de jour : pour les SDF femmes. Divers espaces d'activité seront aménagés et proposer (multimédias, formation numérique, aide alimentaire...) Ce futur centre, destiné aux **femmes sans domicile fixe**, est en cours d'aménagement. Il proposera divers espaces d'activités : Espace d'animation numérique / Espace multimédia / Espace détente et bien-être, / Salle d'accompagnement individualisé / Boutique solidaire.



✕ **Temps de travail dédié avec l'équipe de Passerelle :** À l'issue des visites, une table ronde a été organisée sur le partenariat CCAS – ONG Passerelle.

Attentes de l'ONG Passerelle vis-à-vis du CCAS :

- Formation sur l'accompagnement social individuel et collectif (méthodologie, cadre de référence, outils et évaluation). → Disponibilité possible : février 2026.
- Appui technique à l'équipe de responsables pour élaborer une stratégie de communication commune relative au projet du futur centre d'accueil de jour pour femmes SDF, en vue de l'ouverture prévue le 24 novembre 2025.
→ Travail à distance (visioconférences) avec la présidente et trois responsables de projet. Objectif : partager une culture commune de la communication et décliner le projet du centre en supports concrets.

- Élaboration d'une convention de partenariat entre le CCAS et Passerelle afin de formaliser les objectifs.
- Présence d'un représentant du CCAS (Frédéric GAZE) à l'inauguration du centre, prévue le 24 novembre 2025.
- Souhait de poursuivre le dispositif SCI TEVO, jugé plus adapté que le volontariat classique.

Engagements du CCAS :

- Accueillir une délégation de l'ONG Passerelle pour une immersion au sein des services du CCAS (transfert de compétences et d'ingénierie sociale) — période envisagée : février 2026, sous réserve de validation par la direction.
- Mobiliser le chargé de coopération pour un accompagnement à distance de l'équipe mauricienne.
- Assurer la représentation du CCAS à l'île Maurice lors de l'inauguration du 24 novembre (Frédéric GAZE).

Vendredi 24 octobre 2025

10h30 à 12:30 :

✘ **Cérémonie officielle à la Mairie de Beau-Bassin-Rose Hill** : Cérémonie présidée par Mme la Maire Gabriella BATOUR, en présence de ses adjoints, de l'ONG Passerelle, des représentants du CCAS de la Plaine des Palmistes et des acteurs locaux. L'événement a comporté : Une démonstration de théâtre-forum par l'atelier Pierre Poivre, la remise de diplômes et de certifications aux bénéficiaires (secourisme et formation à la fonction d'animateur), un temps d'échanges institutionnels autour du projet de **jumelage** entre les deux communes (en commission restreinte). **Temps forts :**

- Ouverture de la séance par Mme la Maire, suivie d'une présentation par son secrétaire général.
- Mme Mélanie CICERON VALERE (ONG Passerelle) a introduit les partenaires et les invités, donnant la parole aux représentants des forces de l'ordre, du CCAS et de l'organisme de formation aux premiers secours.
- Le **CCAS** (Frédéric GAZE), dans son allocution introductive, a rappelé les **objectifs de la visite** de la délégation, soulignant l'opportunité d'un **co-développement** basé sur la réciprocité autour des thématiques de la **jeunesse**, de **l'éducation** et de la **lutte contre les violences faites aux femmes**.
- Mme la Maire a pris la parole pour saluer le partenariat : « Nous menons un même combat avec La Réunion sur la problématique des violences faites aux femmes. » Elle a félicité l'ONG Passerelle pour son travail et encouragé la poursuite des liens entre Maurice et La Réunion.





14:15 à 15h45 :

✕ Rencontre avec la Commission de l'Océan Indien (COI)



La Commission de l'Océan Indien (COI) est une organisation intergouvernementale regroupant cinq États membres : l'Union des Comores, la France (au titre de La Réunion), Madagascar, Maurice et les Seychelles. Créée par la Déclaration de Port-Louis en 1982, la COI a été institutionnalisée aux Seychelles en 1984 par l'Accord de Victoria. Son Plan de développement stratégique 2023–2033, adopté lors du 37^e Conseil des ministres (mai 2023), s'articule autour de quatre axes stratégiques définissant les grandes orientations régionales. Le Secrétaire général, appuyé par un directeur auprès du Secrétariat général, est chargé de la mise en œuvre des décisions du Conseil des ministres. La réalisation concrète des actions est confiée à cinq domaines d'intervention (DI), dirigés par des chargés de mission désignés par les États membres.

Les missions de la COI consistent à :

- renforcer les liens entre les îles de l'Indianocéanie ;
- soutenir les États membres dans leur cheminement vers un développement durable ;
- intervenir dans les domaines présentant une forte valeur ajoutée régionale.

Les chargés de mission sont responsables de l'instruction, de la mise en œuvre et du suivi des projets au sein des domaines d'intervention. Ils assurent également la liaison avec les partenaires techniques et financiers et s'appuient sur l'expertise des unités de gestion des projets et des points focaux dans chaque pays membre.

Le **Domaine d'intervention n°5** (santé, éducation et formation, culture, genre et entrepreneuriat) est celui qui concerne le plus directement le CCAS.

Présentation du CCAS de la Plaine des Palmistes à la COI

Le CCAS a présenté :

- La dynamique de partenariat engagée avec les ONG mauriciennes ;
- Le futur projet de jumelage avec la Ville de Beau-Bassin–Rose Hill ;
- et plusieurs actions phares envisagées :
 - **Projet 1** : “Regards croisés des femmes de l'océan Indien” – autour des violences faites aux femmes et des violences domestiques ;
 - **Projet 2** : Formation régionale des animateurs socioéducatifs et socioculturels de la zone océan Indien ;
 - **Projet 3** : Échanges de jeunes dans le cadre du SCI TEVO ;
 - **Projet 4** : Jumelage institutionnel et ingénierie territoriale (conseils et maisons de quartier).

Mme Juliette CHANIN a évoqué les **leviers de financement** possibles via la COI :

- Appels à projets 2026 : rencontres professionnelles, bourses d'études, événements culturels ;
- AAP “Co-crédation / idéation” (la Réunion n'y est éligible qu'en tant que co-demandeur).

Le **chargé de coopération de la COI** a également rappelé les **événements à venir** :

- **Mai 2026** : Conférence internationale du leadership féminin (Région Réunion) – du 27 au 29 mai 2026, sur les thématiques du **leadership féminin**, de la **gouvernance**, de l'**autonomisation économique**, de l'**éducation à la santé et aux droits reproductifs**, et du **patrimoine culturel** ;
- **Session plénière du Parlement régional des jeunes de l'océan Indien**, à l'île Maurice, réunissant **six jeunes par État membre**.

5. Analyse des impacts et enseignements

La mission a généré des impacts multiples et significatifs :

Sur le plan pédagogique	Transfert de compétences, valorisation du rôle d'animateur et développement de pratiques professionnelles partagées. Accompagnement social des publics vulnérables.
Sur le plan institutionnel	Amorce d'un jumelage, reconnaissance du CCAS par les institutions mauriciennes comme acteur régional, et renforcement de la coopération inter-îles.
Sur le plan humain	Échanges riches, compréhension mutuelle, confiance et respect interculturel. Cette coopération favorise une réciprocité de développement local et social entre La Réunion et Maurice.

Ces résultats démontrent la pertinence du modèle de coopération porté par le CCAS, fondé sur la réciprocité, la pédagogie et l'innovation sociale.

6. Perspectives et calendrier d'actions

Novembre 2025	<ul style="list-style-type: none">- Semaine du 10 au 17 : Appui du chargé de coopération à l'ONG Passerelle- Le 24 : Représentation du CCAS à l'inauguration du centre Passerelle. (Frédéric GAZE). Prise en charge par l'ONG Passerelle
Février 2026	<ul style="list-style-type: none">- Immersion de l'équipe Passerelle à La Réunion pour transfert de compétences sur le thème de l'accompagnement social : au CCAS de la Plaine des Palmistes (procédure, processus, outils de gestion, fiches actions).
Mai 2026	<ul style="list-style-type: none">- Possibilité de participation à la Conférence du leadership féminin organisée par la COI (Région Réunion). CCAS et les EVS. En attente de retour de la COI sur les possibilités de coopération.
Juillet 2026	<ul style="list-style-type: none">- Proposition de visite officielle de la maire de la Plaine des Palmistes à la Mairie de Beau-Bassin–Rose Hill, sous réserve de la validation du projet de jumelage lors du prochain conseil municipal de Beau-Bassin (prévu fin novembre 2025).
Décembre 2026	<ul style="list-style-type: none">- Proposition d'organiser le regroupement des jeunes de l'Océan Indien de Dis'Moi à la Plaine des Palmistes.

7. Grille synthétique – Programme prévu / réalisé / écarts / enseignements / perspectives

Objectifs / Activités prévues	Réalisations effectives	Écarts ou ajustements	Enseignements tirés	Perspectives de suivi
Évaluation du dispositif SCI TEVO	Échanges approfondis avec Passerelle, Dis'Moi et COI	Aucun écart	Renforcement du dispositif d'insertion des jeunes. Développement significatif des jeunes SCI TEVO. Enrichissement mutuel interculturel.	Poursuite du programme SCI TEVO en 2026. Le modèle de volontariat classique (SI) n'est pas adapté à l'île Maurice, car les jeunes diplômés (Bac+3) trouvent rapidement du travail.
Formation animation socioéducative	18 participants formés, bilan très positif	Aucun	Montée en compétence et partage d'outils pédagogiques.	Prolongement du dispositif de formation. Faire financer l'action par la COI et la Région Réunion, et intégrer les îles membres de la COI.
Jumelage institutionnel Ville Beau Bassin – Rose Hill	Accord de principe avec Beau-Bassin–Rose Hill	Courrier officiel à formaliser	Engagement politique fort pour la coopération. Niveau : ingénierie territoriale	Signature officielle du projet de jumelage sous réserve de validation par le Conseil municipal de Beau-Bassin (fin novembre 2025). Coopération à développer sur la démocratie participative (conseils de quartier).
Institut Français de Maurice	Réunion de présentation de la mission du ccas et découverte de l'infrastructure.	Aucun	L'Institut ne s'est pas positionné de manière significative sur nos actions, mais suivra l'actualité des projets de coopération du CCAS.	Utilisation de l'Institut Français de Maurice comme espace potentiel d'événements culturels pour les futurs projets de coopération du CCAS.
COI	Rencontres Institut Français, COI et ONG	Aucun	Soutien affirmé à nos travaux. Identification de leviers de financement potentiels.	Participation aux programmes régionaux de la COI. Suivi et réponse aux appels à projets 2026. Kiltir.org
ONG Passerelle	Temps de travail sur un projet de réciprocité	Aucun	Co-développement des actions de l'ONG (accompagnement social). La COI finance déjà certaines actions de	Faire porter l'AAP COI (regards croisés des femmes de l'Océan Indien en copilotage avec le CCAS et EVS NRDJ, la FRAC.

			Passerelle dans la lutte contre les violences domestiques.	
ONG Dis'Moi	Introduction des pistes possible de coopération entre l'ONG et le CCAS	Temps limité.	Volonté de poursuivre le dispositif SCI TEVO avec le CCAS. Souhait de développer une antenne Dis'Moi Réunion dans le cadre des clubs Dis'Moi et des regroupements régionaux.	Visite d'une délégation de Dis'Moi à La Réunion pour rencontrer les acteurs locaux et le CCAS de la Plaine des Palmistes. Possibilité d'orienter un jeune malgache (Bac+3) si un poste de volontaire SCI TEVO s'ouvre au CCAS en 2026.

Conclusion :

Un **bilan très positif** ressort de cette mission.

Nous avons côtoyé plus d'une **cinquantaine de personnes**, directement ou indirectement, aux profils variés : **bénévoles, élus, salariés, professionnels, habitants, usagers et chefs d'entreprise**.

La **diversité des rencontres et des immersions** constitue un point fort : elle a permis d'acquérir une vision plus large des **réalités locales** et d'appréhender plus finement les **enjeux sociaux et économiques**.

La délégation du **CCAS de la Plaine des Palmistes** a su se montrer à la hauteur des échanges de coopération et a su nouer un **véritable dialogue constructif** avec l'ensemble des partenaires mauriciens.

L'enjeu, pour nous, au plan local, est désormais de **mieux appréhender les leviers de financement** afin de **consolider les projets futurs** à développer dans une perspective de **co-construction régionale**.

Le **CCAS** a toute sa place dans le champ de **l'action sociale et éducative** à l'échelle régionale. Le futur **centre social** pourrait devenir la **pierre angulaire** de cette politique d'ouverture, de **coopération** et de **mobilité** dans la **zone océan Indien**.

ARTICLES DE LA PRESSE LOCALE 

Formation à l'animation socioéducative et socioculturelle pour les volontaires de DIS-MOI et M-Kids

Les volontaires et membres du personnel de DIS-MOI ainsi que des représentants de l'association M-Kids ont bénéficié d'une formation intitulée « Parcours d'initiation à la fonction d'animateur socioéducatif et socioculturelle », organisée par le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de La Plaine des Palmistes, un organisme public réunionnais rattaché à la mairie, dont la mission est de venir en aide aux personnes en difficulté au sein de la commune.

Cette formation, animée les 21 et 22 octobre par Frédéric Gaze, chargé de coopération et référent du Projet Éducatif Territorial (PEDT), s'inscrivait dans une démarche de renforcement des compétences éducatives et sociales des participants. La délégation réunionnaise comprenait également Gina Dalleau, vice-présidente du CCAS, et Madeleine Gaze, membre nommée du CCAS.

Pendant ces deux journées, les participants ont été amenés à expérimenter la conduite d'activités de groupe, à appréhender la fonction d'animateur socioéducatif, et à comprendre les enjeux pédagogiques et techniques liés à cette fonction.

Les échanges et mises en situation ont permis d'explorer le rôle de l'animateur comme médiateur entre le groupe, l'activité et les apprentissages. À travers des jeux de dynamique de groupe et des activités participatives, les volontaires ont découvert comment une activité éducative, sociale ou culturelle peut devenir un outil de prévention, d'émancipation et de cohésion.



L'équipe de CCAS entourée de celle de la Mairie de Beau-Bassin / Rose-Hill dont la mairesse Gabriella Batour et son adjointe Gina Poonosamy.

Selon Frédéric Gaze, « L'objectif de cette formation est d'outiller les personnes qui travaillent au contact des jeunes afin qu'elles puissent créer des espaces d'expression, d'apprentissage et de confiance. L'animation, c'est avant tout un moyen de donner du sens, de favoriser la participation et de prévenir les comportements à risque. Dans une société où les jeunes sont confrontés à de nombreux défis, il est essentiel de leur offrir un cadre éducatif sécurisant et stimulant. »

Les notions de pédagogie active, de responsabilité éducative, et du triangle de l'animation ont été abordées, mettant en avant l'importance de la bienveillance, de la sécurité et de la valorisation des

jeunes. Les participants repartent ainsi mieux préparés à concevoir et à animer des activités au service du développement personnel, social et citoyen des enfants et adolescents qu'ils accompagnent. Cette initiative marque une étape importante dans la collaboration entre DIS-MOI, M-Kids et le CCAS de La Plaine des Palmistes, en faveur d'une jeunesse épanouie, consciente et engagée.

Cette formation des animateurs est importante pour Dis-Moi qui sera appelée au sein de plus d'établissements scolaires l'année prochaine dans le cadre de son programme national d'éducation aux Droits Humains et à la citoyenneté



La découverte des méthodes ludiques pour enseigner et apprendre.



La formation a eu lieu au siège de Dis-Moi, à Sodnac.



Lorna, volontaire chez M-Kids recevant son certificat de Frédéric Gaze.

Le CCAS, un service de proximité au cœur de l'aide sociale

Le CCAS coordonne l'action sociale sur le territoire. Première porte d'entrée des demandes au sein de la commune, explique Gina Dalleau, vice-présidente du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de La Plaine des Palmistes. « Le CCAS est identifié par la population comme un lieu d'écoute et de soutien. Le CCAS assure une mission fondamentale de proximité et d'organisation de l'action sociale au service des habitants. »

Le CCAS (Centre Communal d'Action Sociale) est un organisme public rattaché à la mairie. Présidé de plein droit par le maire, il joue un rôle essentiel dans la prévention et le développement social de la commune,

en collaboration avec les institutions publiques et privées.

Ses missions consistent à accompagner et soutenir les personnes les plus vulnérables, qu'il s'agisse de personnes âgées, en situation de handicap ou en grande précarité tout en luttant contre les inégalités et en favorisant l'accès aux droits.

Les CCAS et CIAS (centres intercommunaux d'action sociale) ont ainsi une compétence globale dans le champ de l'action sociale et médico-sociale, et peuvent intervenir sous forme de prestations remboursables ou non remboursables, selon les besoins identifiés sur le territoire.



Droits Humains - océan Indien (DIS-MOI) est une organisation non gouvernementale qui aide à promouvoir la culture des droits humains dans la région du sud-ouest de l'océan Indien, notamment aux Seychelles, à Maurice, à Rodrigues, à Madagascar, à La Réunion et aux Comores. Fondée en 2012, l'organisation milite pour la défense et l'enseignement des droits humains.

DIS-MOI, 41, AVENUE AZALEES, SODNAC, QUATRE BORNES
Tél. : 428 5103 - INFO@DISMOI.ORG - HTTP://WWW.DISMOI.ORG

AVIS AUX LECTEURS

Les informations contenues dans ces deux pages n'engagent que l'association Droits Humains - océan Indien (DIS-MOI) et les intervenants. De plus, la reproduction, la diffusion et/ou la distribution de ces informations ne sont pas autorisées sans la permission de DIS-MOI.

Accusé de réception en préfecture
974-219740065-20251127-DCM19-271125-DE
Date de télétransmission : 05/12/2025
Date de réception préfecture : 05/12/2025



Défi Media

5' ⌚

📷 Selon Passerelle, dans presque tous les cas, la violence n'est pas seulement physique, elle est aussi morale et institutionnelle.

LIVE NEWS

Quitter un conjoint violent : le parcours du combattant

26 OCTOBRE 2025

Accusé de réception en préfecture
974-219740065-20251127-DCM19-271125-DE
Date de télétransmission : 05/12/2025
Date de réception préfecture : 05/12/2025



Par Le Dimanche / L' Hebdo

À Maurice, les associations tentent de créer des espaces de parole et d'accompagnement pour sortir les victimes

SUIVANT >

Les histoires de courage sont quotidiennes à Passerelle. Chaque année, l'association accueille des femmes victimes de toutes sortes de violences : conjugales, sexuelles, psychologiques, économiques ou encore liées à la traite des êtres humains. Certaines arrivent après des années de silence, d'autres après une fuite précipitée.

PUBLICITÉ

« Dans presque tous les cas, la violence n'est pas seulement physique, elle est aussi morale et institutionnelle », explique Mégane Valère, coordinatrice de Passerelle. Beaucoup de femmes ont perdu confiance en elles, ont été isolées de leurs proches et doutent de leurs droits.

Malgré cela, la question reste lancinante : pourquoi certaines femmes restent-elles ? Le poids du regard social reste un frein majeur. Trop souvent, la société attend que les victimes « tolèrent » ou « sacrifient » leur bien-être pour préserver l'unité familiale, note Mégane Valère. Certaines craignent de perdre leurs enfants ou de devoir affronter seules les démarches administratives.

« La culture du silence est le premier obstacle à la liberté des femmes », ajoute Prisheela Mottee, fondatrice de Raise Brave Girls (RBG). « On cache ce qui fait mal. On tait la souffrance pour éviter le jugement, la honte ou le rejet. Trop de femmes vivent dans la peur du 'qu'en-dira-t-on', et cela les empêche de briser le cycle de la violence. »

Pour Mégane Valère, « quitter un conjoint violent, ce n'est pas seulement partir ». C'est tout un monde à reconstruire : un logement, la sécurité, la stabilité pour les enfants, mais aussi l'estime de soi. La peur de ne pas être crue, la honte, le jugement social, la dépendance financière ou le manque de structures d'accueil rendent cette étape extrêmement difficile. « On ne reconstruit pas une vie en quelques semaines. Il faut du temps, de la stabilité et surtout du respect », renchérit Prisheela Mottee.

Créer des espaces sûrs

Pour RBG, la priorité est de créer un climat de confiance. Prisheela Mottee plaide pour des groupes de soutien régionaux, encadrés par des psychologues, travailleurs sociaux et volontaires formés à l'écoute et à la confidentialité. Ces espaces offrent un accompagnement humain et psychologique, mais aussi la force et la dignité nécessaires pour dénoncer la violence. Elle milite également pour que les services sociaux et refuges disposent de moyens supplémentaires, notamment pour le suivi post-séparation et la réinsertion professionnelle.

Chez Passerelle, tout commence par l'écoute. L'équipe crée un espace sécurisé et bienveillant où chaque femme peut s'exprimer librement. « Ensuite, nous évaluons tous les besoins : psychologiques, juridiques, médicaux et professionnels », détaille la coordinatrice.

L'association propose un accompagnement complet : hébergement, suivi psychologique, appui social et formations pour favoriser l'autonomie. Certaines femmes retrouvent un emploi ou lancent leur activité artisanale grâce aux ateliers et au Label Univers'Elles.

Pour sensibiliser davantage, Passerelle mène régulièrement des campagnes. Parmi elles : le violentomètre, un outil simple pour mesurer la toxicité d'une relation.

Prochainement, la campagne « 16 jours, 16 droits, 16 entreprises », soutenue par l'ambassade de France, visera à informer les femmes en milieu professionnel.

Cependant, estime RBG, la lutte contre la violence domestique ne doit pas reposer uniquement sur les victimes. « Trop souvent, témoins, voisins, amis, collègues ou membres de la famille choisissent de se taire, reproduisant la culture du silence », déplore Prisheela Mottee. L'association propose l'introduction d'une loi rendant obligatoire le signalement des cas de violence domestique par tout témoin direct. « Le silence devient une forme de complicité. Fermer les yeux, c'est participer. »

Passerelle partage cette vision. Mégane Valère appelle à une meilleure coordination entre police, ministères, services sociaux et ONG, ainsi qu'à des procédures rapides pour les ordonnances de protection. « Il faut aussi former les professionnels de terrain pour qu'ils sachent écouter et orienter les victimes avec empathie et compétence », souligne-t-elle, tout en saluant à ce titre l'écoute du ministère de l'Égalité des genres (voir encadré).

Un changement progressif mais réel

Selon Mégane Valère, les mentalités évoluent lentement mais sûrement. « On observe un vrai changement, surtout chez les jeunes générations. Les femmes identifient de plus en plus la violence psychologique et comprennent qu'une relation peut être toxique sans coups. »

Les réseaux sociaux et les campagnes publiques ont libéré la parole. Pourtant, certaines zones ou milieux restent marqués par la peur et la dépendance économique.

« Le tabou n'a pas complètement disparu, mais les femmes osent davantage mettre des mots sur ce qu'elles vivent. » Bientôt, Passerelle ouvrira une maison d'accueil du jour, en partenariat avec le CCAS de la Plaine des Palmistes (La Réunion), pour offrir un accompagnement social holistique aux femmes en difficulté.

Passerelle et RBG reviennent toutes deux sur l'importance d'éduquer dès l'enfance. Prévenir, c'est enseigner le respect, l'égalité et la tolérance dès le plus jeune âge. « On apprend aux filles à être gentilles, pas à poser des limites. On leur dit d'être patientes, pas de se protéger. Il faut changer cela », explique Prisheela Mottee.

Mégane Valère confirme : « La prévention doit commencer dès l'école, avec une éducation au respect, à l'égalité et à la gestion des émotions. » Passerelle mène déjà ce travail via le projet Green Flag, soutenu par le Haut-Commissariat australien, auprès des filles comme des garçons.

Au-delà du soutien psychologique, RBG plaide pour un changement culturel profond : « Il faut repenser la manière dont nous parlons des femmes, du couple, de la loyauté et de l'amour. Tant que la souffrance sera glorifiée comme preuve d'amour, rien ne changera. »

Elle insiste sur l'inclusion des hommes : « La violence n'est pas une question de genre, c'est une question de pouvoir. Les hommes doivent apprendre à gérer leurs émotions autrement que par la domination. »

Malgré la gravité des situations, Mégane Valère veut transmettre un message clair : « Vous n'êtes pas seules. La peur, la honte et la confusion sont normales, mais il existe des lieux où vous serez accueillies avec respect et bienveillance. » Parler, c'est déjà commencer à se libérer. « Il faut du courage, mais la vie après la violence existe - et elle peut être belle, pleine de projets, de liberté et